

qui empêche les pêcheurs de prendre la mer; or, ils n'ont plus droit à leurs prestations d'assurance-chômage depuis le 15 mai.

M. Crosbie: Cela se produit chaque année.

M. Rompkey: Contrairement à ce qu'affirme le ministre du Commerce extérieur, cela n'arrive pas toutes les années. Il est faux d'affirmer le contraire.

Des voix: C-21, C-21!

M. Masse: Adressez-vous aux libéraux.

M. Lewis: Allez voir les sénateurs.

M. le Président: Le député va poser sa question.

M. Rompkey: Il est manifeste que nos vis-à-vis s'inquiètent beaucoup de cette question, monsieur le Président. Le ministre va-t-il intercéder. . .

M. Wilson (Etobicoke-Centre): Auprès d'Allan MacEachen?

M. Rompkey: C'est vous qui tenez les cordons de la bourse.

• (1500)

Le ministre des Pêches et des Océans va-t-il intercéder auprès de sa collègue, la ministre de l'Emploi et de l'Immigration, afin de prolonger la période de prestations d'assurance-chômage des pêcheurs qui habitent le long de la côte du Labrador, ou va-t-il, comme il l'a fait l'année dernière, prendre au sein de son propre ministère des mesures spéciales, des mesures d'urgence, pour les pêcheurs qui ne peuvent prendre la mer pour des raisons indépendantes de leur volonté et qui n'ont pas droit aux prestations d'assurance-chômage? Va-t-il faire cela?

L'hon. Barbara McDougall (ministre de l'Emploi et de l'Immigration): Monsieur le Président, sauf erreur, le député sait pertinemment que mon collègue, le ministre des Pêches et des Océans et moi-même travaillons très étroitement depuis deux ans, afin de résoudre certains des problèmes en question dans le secteur de la pêche de l'Atlantique. Nous avons élaboré un programme, extrêmement coûteux et utile, afin d'aider ce secteur dans toute la région de l'Atlantique et c'est là une chose dont le député devrait se réjouir.

S'il veut parler de points précis au sujet de l'assurance-chômage, je l'invite à s'adresser aux gens de l'autre endroit.

Affaires courantes

M. le Président: Une brève question supplémentaire.

* * *

LES PÊCHES

L'hon. William Rompkey (Labrador): Monsieur le Président, permettez-moi de demander au ministre des Pêches de faire quelque chose qui est en son pouvoir.

Allouera-t-il un quota particulier de capelan à la côte du Labrador, comme les pêcheurs de cette région l'ont demandé? Le fera-t-il, pour qu'ils n'aient pas à dépendre de l'autre endroit ni de l'aumône, quelle qu'en soit la forme, mais pour qu'ils puissent gagner leur vie? Allouera-t-il un quota spécial pour le capelan?

L'hon. Bernard Valcourt (ministre des Pêches et des Océans): Monsieur le Président, je suppose qu'il a raison, il ne doit pas compter sur l'autre endroit parce qu'ils ne feront jamais rien pour les pêcheurs de l'Atlantique.

Quant à la demande. . .

M. Rompkey: Déclenchez des élections.

M. Valcourt: D'ici trois ans vous aurez des élections et vous vous amuserez.

[Français]

Voyez-vous, madame la Présidente, ils posent des questions et les «grandes gueules» ne veulent pas de réponse.

AFFAIRES COURANTES

[Français]

LE RÉGIME DE PENSIONS DU CANADA

DÉPÔT D'UN RAPPORT DU CONSEIL CONSULTATIF

Mme Lise Bourgault (secrétaire parlementaire du ministre de la Santé nationale et du Bien-être social): Madame la Présidente, au nom du ministre de la Santé nationale et du Bien-être social, et en conformité des dispositions de l'article 32(2) du Règlement, je désire déposer, dans les deux langues officielles, un rapport du Conseil consultatif du Régime de pensions du Canada intitulé: *Rapports du Comité sur le niveau et la structure des prestations de retraite du Régime de pensions du Canada.*